

Pour un avenir plus vert

Mai 2023

Rose Marcello, MBA, CFA

Directrice sénior, Gestionnaire de portefeuille client
iA Gestion mondiale d'actifs

Jason Parker

Vice-président, revenu fixe
iA Gestion mondiale d'actifs

Aujourd'hui, le secteur de l'énergie et le système économique se retrouvent à la croisée des chemins. Les émissions de gaz à effet de serre et la hausse des températures qui en découle provoquent des perturbations au sein de l'écosystème mondial. Pour la communauté internationale, force est de constater l'importance de s'affranchir des combustibles fossiles à court et à moyen terme et d'atteindre la nouvelle norme de zéro émission nette d'ici 2050.

Pour atteindre un objectif aussi ambitieux, il faut revoir complètement nos méthodes de production d'énergie, ce qui commande rien de moins qu'une transformation de l'économie mondiale et de la gestion des capacités de production. C'est ce qui permettra de parvenir à une transition juste et harmonieuse, à condition de compter sur la collaboration de tous – les fournisseurs de capital, les diverses industries d'activité et les décideurs politiques.

Dans ce document, nous commencerons par une vue d'ensemble des facteurs clés derrière la transition énergétique. Nous aborderons ensuite les défis auxquels font face les entreprises qui cherchent des capitaux pour financer leurs stratégies de transition, ainsi que les occasions de création de valeur qui existent dans différents secteurs d'activité. Enfin, nous proposerons quelques pistes de réflexion sur des mesures que les investisseurs comme nous peuvent prendre pour faciliter des changements concrets.

Les facteurs derrière la transition énergétique

Contexte géopolitique

La guerre en Ukraine a attiré l'attention sur la sécurité énergétique comme jamais depuis la crise énergétique des années 1970. Par conséquent, il faut concilier les besoins énergétiques immédiats des prochaines années

avec la nécessité de créer une infrastructure énergétique encore plus sûre à l'échelle nationale tout en accélérant la transition vers des sources d'énergie renouvelable.

Société

Il existe un large consensus social en faveur de l'énergie renouvelable, ce qui devrait réduire les obstacles structurels et temporaires à la transition vers une économie à faibles émissions de carbone.

L'un de ces obstacles est l'inflation récente, qui a suscité des craintes quant aux coûts nécessaires pour passer à des sources d'énergie verte et renouvelable. À notre avis, la convergence des craintes en matière de sécurité énergétique nationale et le vif engagement mondial en faveur de l'environnement devrait compenser les ferveurs nationalistes à court terme, et ce, malgré les épisodes de volatilité qui pourraient en découler. Aujourd'hui, le lien entre la sécurité énergétique et la sécurité économique est inéluctable et façonne les solutions de demain.

Politiques

La pression sociale force les décideurs politiques à prioriser la lutte contre les changements climatiques. Par exemple, les États-Unis ont récemment adopté une loi sur la réduction de l'inflation (Inflation Reduction Act), qui favorise et subventionne de nombreux secteurs liés à l'écologie et à l'efficacité énergétique. Pour sa part, le Canada a fait de l'énergie propre un domaine d'action prioritaire dans son plus récent budget.

Cela dit, de nombreuses voix s'élèvent contre les politiques sectorielles qui, selon elles, demeurent insuffisantes pour favoriser la transition vers une économie à zéro émission nette. Pourtant, dans bien des territoires, les politiques vont manifestement dans ce sens, et pour cause : le besoin pressant d'assurer la sécurité énergétique va de pair avec l'amélioration de la sécurité environnementale.

Investisseurs

Dans le secteur de la gestion d'actifs, le placement durable n'est plus relégué au stade de niche et depuis une dizaine d'années, il a connu une croissance exponentielle. Face à la pression des investisseurs individuels et institutionnels en matière de facteurs ESG, les sociétés ouvertes de la plupart des secteurs et sous-secteurs d'activité croient de plus en plus en l'importance de manifester leur soutien au développement durable, car leur capacité à attirer des capitaux en dépend.

Défis et occasions liés à la transition énergétique

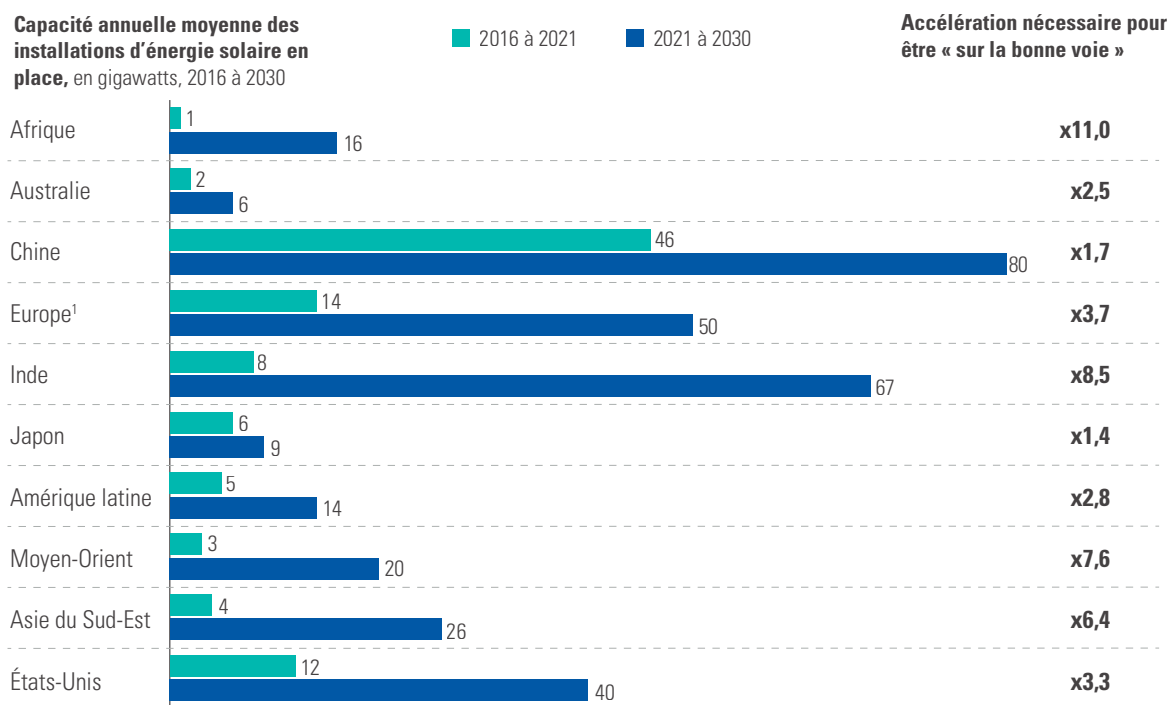
Aspects économiques

Au lendemain de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le redécoupage de l'échiquier géopolitique encourage certains pays peu développés à profiter des nouvelles possibilités d'approvisionnement en combustibles fossiles et en matières premières autrefois inaccessibles ou hors de prix. C'est le cas, par exemple, de l'oléoduc de pétrole brut d'Afrique de l'Est, qui traverse des parcs naturels en Ouganda et en Tanzanie et qui devra être chauffé sur plus de 1 500 kilomètres afin de transporter le pétrole lourd qui sera extrait.

De nombreux pays en développement, qui risquent de subir de plein fouet les conséquences des changements climatiques, ne sont pas d'accord avec le discours dominant sur les meilleures pratiques à ce sujet. Ainsi, l'un des principaux obstacles à l'adoption d'une approche unifiée en matière de lutte contre les changements climatiques, qui passerait par la transition énergétique, est le fossé entre les pays développés et les pays en développement, qui repose notamment sur de profondes disparités économiques.

Cela dit, les économies développées comme le Canada ne sont pas à l'abri des difficultés que suscitent les coûts économiques et sociaux liés à la transition. En effet, de larges pans de l'économie canadienne dépendent des secteurs du pétrole, du gaz et de l'exploitation minière, de sorte qu'un arrêt brutal de la production ne serait pas envisageable d'un point de vue économique. Par conséquent, il faudrait des investissements importants et un soutien gouvernemental, question de recycler et d'outiller les travailleurs et d'aider des secteurs entiers à créer, puis à mettre en œuvre un programme de transition durable. Certains acteurs ont d'ailleurs récemment reconnu les effets inflationnistes de la transition énergétique et dont il faudra tenir compte dans la planification monétaire et budgétaire.

L'accélération des installations d'énergie renouvelable nécessaires pour respecter les engagements varie d'une région à l'autre.



Source : McKinsey, 2022.

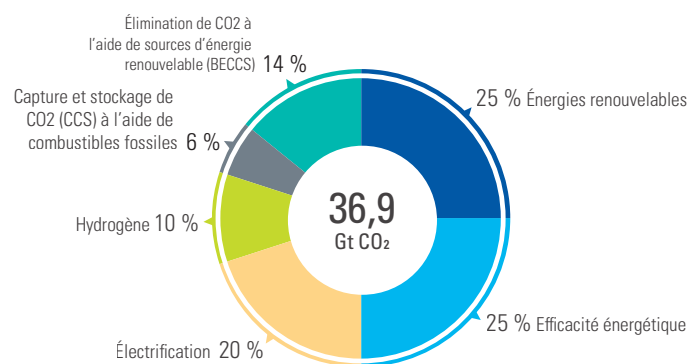
Communautés scientifique et universitaire

Dans le cadre de leurs stratégies de transition énergétique, les entreprises qui veulent élaborer des objectifs et des plans fondés sur la science ont accès à des données ainsi qu'à du soutien stratégique et opérationnel. Cette information rehausse le degré de confort et de confiance des investisseurs, qui doivent analyser et évaluer les objectifs de transition pour une variété de secteurs économiques et d'activité aux profils variés et aux défis uniques.

Débouchés technologiques

La délocalisation régionale est l'un des principaux thèmes qui se sont dégagés de l'après-pandémie et qui, aujourd'hui, s'étendent aux technologies vertes. Chose certaine, la Chine restera en tête de peloton dans bien des domaines liés à la production d'énergie renouvelable. Cela dit, le développement industriel s'harmonise dans des régions telles que l'Union européenne et l'Amérique du Nord, ce qui pourrait accélérer la viabilité économique – et l'élan – de nombreuses méthodes émergentes permettant de produire de l'énergie en tout respect de l'environnement.

Six avenues technologiques pour réduire les émissions d'ici 2050



Source : Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), 2022.

Les progrès réalisés dans des domaines tels que l'informatique quantique et la production de matériaux avancés viennent accélérer l'évolution des technologies propices à l'atteinte de l'objectif de zéro émission nette pour 2050. Aussi, le virage vers des technologies plus vertes repose sur le type d'emplois à valeur ajoutée que les autorités veulent promouvoir, au risque de nuire aux emplois dans des secteurs tels que l'extraction des combustibles fossiles. Compte tenu de l'attention croissante pour les technologies vertes, il est probable

que les changements se mesurent non pas en siècles ou en décennies, mais bien en années.

Fort de son abondance de ressources naturelles et de son savoir-faire technologique, le Canada est bien placé pour profiter de la croissance des énergies renouvelables. En effet, le Canada est l'un des rares pays capables de produire tous les principaux métaux et minéraux nécessaires à la fabrication de batteries électriques. En 2022, le Canada occupait la deuxième place, derrière la Chine, au classement mondial des pays producteurs de batteries. Outre sa richesse en matières premières les plus demandées (lithium, nickel, aluminium et cuivre), le Canada jouit d'une chaîne d'approvisionnement extrêmement durable pour la production de batteries, et ce, grâce à une multitude de sources d'énergie renouvelable et à une stricte réglementation environnementale en matière d'exploitation minière.

De plus, le Canada compte parmi les dix plus importants producteurs d'hydrogène au monde. Outre la production d'hydrogène « propre », le Canada peut capturer du carbone tout en produisant de l'hydrogène à partir de charbon et de combustibles fossiles, ce qui représente un débouché des plus intéressants à condition de réduire le coût de production. Force est de constater que le Canada est à la pointe du secteur mondial de la capture de carbone avec quatre projets en cours de réalisation. En juin 2021, les cinq principaux producteurs de sables bitumineux du Canada ont lancé l'Alliance Nouvelles voies, qui a mis sur pied un centre de capture du carbone à Fort McMurray et à Cold Lake. Le même mois, on annonçait un nouveau projet de collaboration visant à transporter du CO₂ des points d'émission jusqu'aux points de séquestration via un réseau de pipelines. La proximité des émetteurs, l'abondance de stockage géologique, le savoir-faire sectoriel et la solidité des régimes réglementaires en matière de transport et de stockage confèrent au Canada des avantages considérables en matière de capture, d'utilisation et de stockage de carbone.

Marchés des capitaux durables

Depuis une dizaine d'années, les projets durables ont encore plus de facilité à attirer des capitaux. Aussi, la plupart des grandes banques et sociétés de services-conseils disposent de groupes consacrés au financement de projets durables qui travaillent avec une clientèle soucieuse de favoriser des changements positifs. En règle générale, ces sociétés proposent des conseils

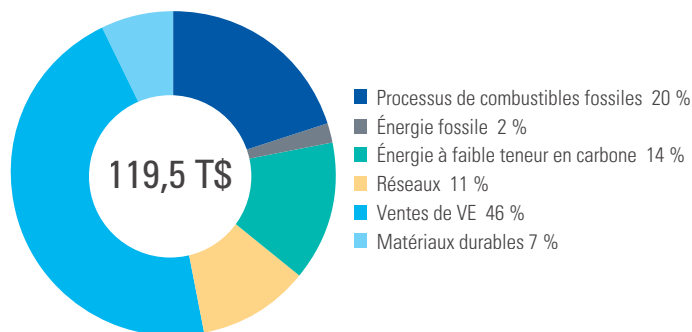
et des solutions axés sur l'intégration des pratiques exemplaires en matière de facteurs ESG dans les stratégies d'affaires, les dépenses en immobilisations, les quotas et crédits de carbone, les solutions de placement structurées et la mobilisation de fonds.

Sur les marchés des capitaux, la croissance du secteur de la finance durable a connu un bond considérable

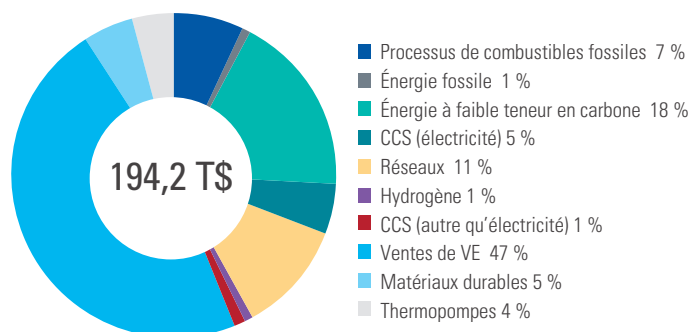
pendant la pandémie. En effet, les produits de placement axés sur le développement durable ont augmenté de plus de 60 % en un an pour atteindre 5,2T\$ US à la fin 2021. Précisons toutefois que ce chiffre ne représente qu'environ 4 % du marché, ce qui veut dire que les débouchés de croissance demeurent importants.

Répartition des volumes de placement à l'échelle mondiale

Scénario de transition économique



Scénario de zéro émission nette

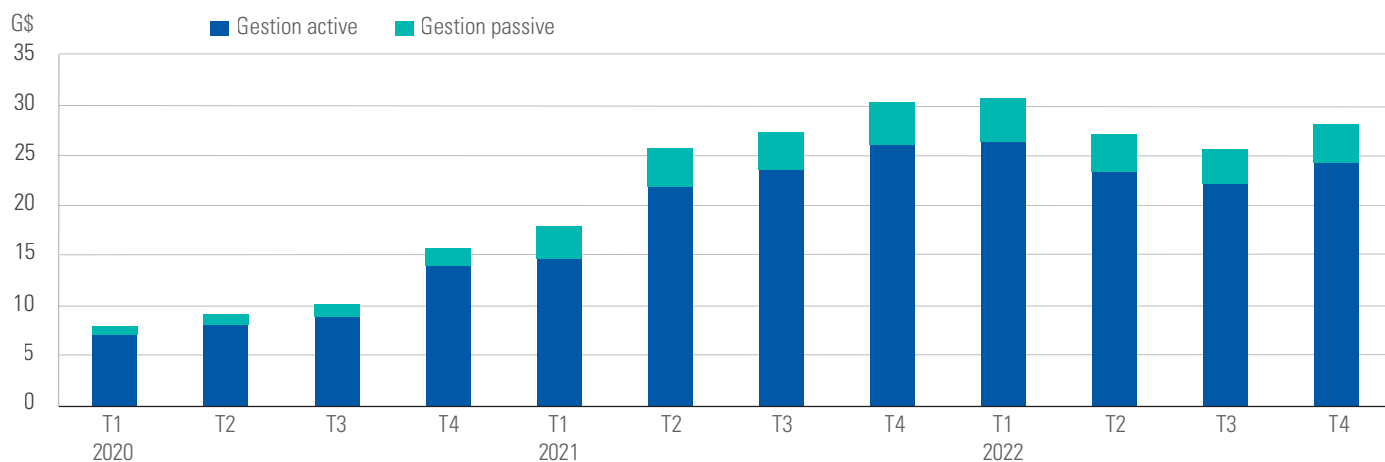


Source : Bloomberg, 2022.

Plusieurs facteurs suscitent des changements positifs dans le secteur, que ce soit l'entrée en vigueur de nouveaux règlements régissant les produits de placement, l'augmentation du degré de détail dans les missions d'audit et d'examen sur les facteurs ESG ou l'intérêt croissant des investisseurs pour les processus

de placement des produits « ESG » ou « axés sur le développement durable ». Un autre phénomène qui devrait servir de catalyseur dans le secteur des placements est le virage vers la normalisation des données financières, qui facilitera les comparaisons directes.

Actifs des fonds durables au Canada



Source : Morningstar Direct, recherche sur les gestionnaires. Données en date de décembre 2022.

Les prochaines étapes

La transition énergétique mondiale est porteuse de débouchés uniques pour les investisseurs. Les secteurs d'activité travaillent d'arrache-pied à la recherche et au développement de technologies et de processus, dans un contexte où la réglementation en place ou imminente vient raccourcir le délai de viabilité et de commercialisation. En outre, des secteurs autrefois rentables verront leurs résultats financiers mis à mal par des amendes ou des frais d'atténuation ou d'assainissement. Dans ce contexte, les investisseurs doivent impérativement revoir la répartition et les placements de leur portefeuille afin d'évaluer les risques liés à la transition, de protéger la valeur à long terme de leurs actifs et de tirer parti de l'économie à faibles émissions de carbone.

Chez iAGMA, nous tenons compte de cette évolution dans notre approche en matière de placements durables. Au lieu de nous contenter d'intégrer les facteurs ESG, nous examinons l'exposition à long terme de nos portefeuilles aux changements climatiques ainsi que les risques et occasions liés à la transition et nous veillons à optimiser le tout en préparation pour l'avenir. En 2022, nous avons lancé notre

premier mandat Actions canadiennes durables, qui vise à offrir une plus-value du capital à long terme en investissant à la fois dans des chefs de file du développement durable et dans des allocations thématiques du contexte canadien, ce qui permet au portefeuille de miser sur des thèmes tels que la capture du carbone, les mines et métaux verts, ainsi que l'efficacité énergétique. Par ailleurs, notre mandat américain Innovation thématique est un exemple de portefeuille exposé à des entreprises innovantes, qui servent de catalyseurs de changements et de progrès au sein d'une économie à faibles émissions.

Un autre pilier essentiel de notre approche est notre programme actif d'engagement actionnarial. Dans le cadre de nos activités de vote par procuration et de défense des intérêts auprès des sociétés en portefeuille, nous tenons compte de notre politique de placement durable et des pratiques exemplaires en la matière. Nous travaillons également avec d'autres investisseurs et nous entretenons avec les autorités réglementaires pour faire respecter et atteindre des normes et des objectifs ambitieux. Cette collaboration est la clé d'une transition juste et équitable, réalisée dans un délai à la fois réaliste et raisonnable.

À propos de iA Gestion mondiale d'actifs

Pôle d'attraction pour les meilleurs talents en placement, iA Gestion mondiale d'actifs (iAGMA) figure parmi les principaux gestionnaires au Canada avec plus de 100 milliards \$ en actif sous gestion répartis dans des mandats institutionnels et de particuliers. Nous aidons les investisseurs à atteindre leurs objectifs de création de valeur à long terme au moyen de solutions de placement novatrices adaptées à la complexité des marchés d'aujourd'hui. Nous poursuivons nos succès, continuons de développer nos forces et mettons en œuvre des solutions destinées à répondre aux besoins de nos investisseurs. Nous sommes enracinés dans l'histoire et innovons pour l'avenir. Nos gestionnaires de portefeuille chevronnés ont recours à une méthode de placement exclusif, fondée sur notre engagement formel envers la gestion rigoureuse des risques, les analyses approfondies, la répartition de l'actif axée sur des processus et la sélection judicieuse des titres.

Bâtir sur nos racines, innover pour l'avenir

Renseignements généraux

Les informations et les opinions contenues dans cette vidéo ont été préparées par iAGMA. Les opinions, estimations et projections contenues dans ce document sont celles de iAGMA à la date de leur publication et peuvent être modifiées sans préavis. Les opinions exprimées concernant une société, un titre, une industrie ou un secteur de marché particulier sont celles de l'auteur/du présentateur au moment où elles sont exprimées et ne représentent pas nécessairement les opinions de iAGMA. Ces opinions sont susceptibles d'être modifiées n'importe quand, compte tenu des marchés et autres conditions, et iAGMA décline toute responsabilité quant à la mise à jour de ces opinions.

iAGMA s'efforce de garantir que le contenu a été compilé ou est dérivé de sources considérées comme fiables et qu'il contient des informations et des opinions exactes et complètes. Toutefois, iAGMA ne fait aucune déclaration et ne donne aucune garantie, expresse ou implicite, à cet égard, n'assume aucune responsabilité pour les erreurs et omissions contenues aux présentes et n'accepte aucune responsabilité pour toute perte découlant de l'utilisation ou de la confiance accordée à ce site Web ou à son contenu. Il n'y a aucune déclaration, garantie ou autre assurance que les projections contenues dans ce site Web se matérialiseront. Les informations financières pro forma et estimées contenues dans cette vidéo, le cas échéant, sont basées sur certaines hypothèses et analyses des informations disponibles au moment où ces informations ont été préparées, lesquelles hypothèses et analyses peuvent être ou ne pas être correctes.

Cette vidéo ou les points de vue et opinions qui y sont exprimés ne doivent pas être interprétés comme une recommandation, une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente d'un titre quelconque. Vous ne devez pas vous fier uniquement à ce site Web pour évaluer s'il convient ou non d'acheter ou de vendre des titres de la société concernée. Vous devez vous demander s'il est adapté à votre situation particulière et consulter votre conseiller financier.